

Organisation pour la Mise en Valeur
du Fleuve Sénégal
(O. M. V. S.)
—

HAUT COMMISSARIAT
—

11851
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COORDINATION
—

CELLULE D'EVALUATION
ET DE PLANIFICATION CONTINUE

**ENQUÊTES PRELIMINAIRES SUR LES POSSIBILITES
D'INSERTION DES EMIGRES
“ DEFINITIVEMENT REVENUS ”
DANS L'ECONOMIE DE LA VALLEE DU SENEGAL**

INTRODUCTION

Cette étude préliminaire devra permettre de tester l'hypothèse qui consiste à considérer que les anciens émigrés, rentrés définitivement au bercaïl, pourraient être des agents économiques efficaces devant promouvoir l'implantation des petites et moyennes entreprises de bien et de services liées au développement hydro-agricole de la vallée du fleuve Sénégal .

Ainsi l'enquête a pour cible une faible proportion de la population de la vallée du Sénégal, en l'occurrence ces anciens émigrés qui ont séjourné longtemps en Europe et qui, théoriquement, ont un acquis technologique, notamment ceux qui sont formés à la gestion, selon des principes "modernes" d'organisation - De plus dans certains cas, ces personnes, qui ont une épargne à investir, sont plus sensibles à la notion de profit.

Aussi, de prime abord, sans écarter systématiquement les émigrés qui ont choisi comme "lieu d'exil" l'horizon africain où, au demeurant, ils se sont plutôt spécialisés dans le service domestique, le commerce, voire la contrebande, il a été accordé la priorité aux "Revenants de France" ⁽¹⁾.

A cet égard, un passage rapide ⁽²⁾ sur la rive gauche du Sénégal a permis de visiter, d'Amont en Aval, les villages ci-après :

- Aroundou, Kounghani, Tiyaou, Diawara, Moudéri, Bokiladji, Fadiar, des localités situées en pays Soninké (Le Goye) où l'on recense le plus d'émigrés.

(1) - Cette enquête s'est déroulée dans une période où beaucoup de cultivateurs vivent au champ, loin du village. Ils ne rentraient que le vendredi, ce qui rendait la tâche difficile.

(2) - Elle a duré une dizaine de jours : fin août - début septembre 1985 en plein hivernage, beaucoup d'endroits étaient inaccessibles par la route.

- Orkadiere, Hamadi Ounare, Ndendori, Foumihara, Demboube, Kanel, Diandioli, Sinthiou Garba, Boïnadjî qui appartiennent respectivement aux provinces traditionnelles de NGuennar et de Damga. En somme, ce sont des villages de jeeri et des agglomérations du bord du fleuve, avec casier irrigué.

Etant donné le temps assez bref des enquêtes de terrain et compte tenu de la particularité de la question à étudier, il a été appliqué une méthodologie de circonstance, il s'agit d'une "Enquête par participation" qui consiste en des entretiens de groupe où interviennent librement tous les émigrés. En effet, la réunion de sensibilisation qui regroupe en général les "notables de la localité est très vite élargie, par convocation aux villageois répondant au profil préalablement défini avec soin et clarté. Il y a eu des réticences, mais en revanche, des entretiens ont pu continuer en aparté avec les cas les plus intéressants.

Finalement, ce marathon truffé d'obstacles, liés à l'état des pistes en cette période de l'année, mais aussi à l'esprit surchauffé de certains émigrés frustrés d'une politique cousue sur des promesses non tenues, a été très instructif. La mission a bénéficié du concours fort apprécié de Mr. Adama LY, chauffeur de la CEPC/OMVS et Mr. CISSOKO, mécanicien conducteur de pirogue motorisé de la SAED à Bakel. Ils ont rendu la mission possible dans un milieu où en saison humide les conditions de déplacement sont difficiles. A ce propos, le programme de visite a dû être amputé de tous les villages enclavés, et dont la desserte à partir de Bakel ne pouvait être assurée que par Vedette hors-bord, ce qui aurait élevé sérieusement les frais de déplacement. Bien que l'étude ne soit pas exhaustive, il peut être dégagé les points saillants que voici :

- les candidats au retour ne sont pas nombreux, quoique les conditions de séjour en France sont devenues plus difficiles et les risques de chômage permanents.

- Devant la péjoration des conditions d'accès et de séjour en France, on assiste à un phénomène de redéploiement de l'effectif des émigrants vers les pays de l'Afrique Centrale et Australe.

- Cependant il a été identifié une proportion faible d'anciens émigrés revenus définitivement. Parmi eux on recense beaucoup de retraités,⁽¹⁾ anciens navigants : des personnes du 3^e âge.

- Le niveau de formation professionnelle est faible ; la mission a surtout rencontré des ouvriers spécialisés (O.S.), employés qui dans l'industrie automobile, qui dans le textile, s'ils ne sont pas manutentionnaires.

- Une plus grande attention a été accordée à trois personnes ou association dont la situation semble concorder avec le profil dégagé dans l'objectif de la mission. Avec prudence, les arguments ont été fondés sur ces cas d'espèce pour avancer que "CREER son entreprise : c'est possible".

(1) Il a été écarté les anciens marins retraités dont l'âge avancé est une contrainte à toute perspective plus au moins lointaine.

I. - PRESENTATION DE LA POPULATION-CIBLE

Pendant longtemps, la silhouette de l'émigré de la vallée du Sénégal est le reflet du travailleur africain en France. "Du fleuve Sénégal au bord de la Seine", "un prolétariat africain en France". "Il gagnera son pain à la couleur de son front", "50 000 travailleurs africains dans le Harlem français" autant de titres pour les journaux à sensation qui illustrent bien à propos les difficultés de voyage, de travail, en un mot de vie d'une communauté dont le sort, l'avenir ne peut plus laisser indifférent, notamment au moment où les restrictions deviennent de plus en plus sévères dans le pays d'accueil, mais aussi à l'instant où une note d'espoir est permise avec la mise en valeur de la vallée du Sénégal, leur pays d'origine. En effet le dépeuplement de cette région par la migration commence par le départ des jeunes de 25 ans et concerne tous les groupes d'âge d'hommes adultes et même de vieux puisqu'on observe encore un taux de 20% pour les hommes de 60 à 64 ans.

Parmi ces migrants, les Soninkés, habitants de la Haute vallée, pays du Gajaga (1) sont les plus nombreux ; ils sont aussi les premiers à avoir emprunter le chemin de l'exode. L'histoire retient encore l'enrolement des premiers matelots soninké, au premier quart du siècle, et l'influence que les récits et les fortunes amassées de ces grands voyageurs ont eu sur les jeunes générations.

Les taux de migration des villages halpulaaren du département de Matam, voisin du pays soninké, semblent être les mêmes que ceux calculés à partir des données recueillies en milieu soninké : des taux moyens de migration par rapport à la population totale de 13% sont enregistrés.

Ainsi du Gajaga, au Damga, en passant par le Ngennar, pays soninké et halpulaaren forment une région homogène, foyer de départ d'une migration de longue durée dirigée majoritairement vers la France.

(1) De part et d'autre de la ville de Bakel, les soninkés sont des habitants de Goye supérieur et de Goye inférieur.

Les populations rencontrées appartiennent à ce monde ; de manière plus précise , il a été retenu pour analyse , le cas d'une quarantaine de personnes dont vingt (20) soninké contre vingt deux (22) halpulaaren. L'âge moyen des enquêtés est de 45 ans ; le doyen d'âge trône sur ses 68 ans, devant le benjamin qui ne totalise que 26 ans. Exception faite de la situation des anciens marins, la durée de séjour des enquêtés va de 4 à 23 ans. Le séjour le plus court est le fait d'un adulte qui, au moment du départ, n'avait pas moins de 54 ans. Aussi le classement de nos interlocuteurs, selon la durée de séjour, fait ressortir la structure suivante : la majeure partie, soit les 63%, a passé 11 à 20 ans de sa vie en France ; certains, représentant les 25%, sont restés pour une durée de 4 à 10 ans ; enfin les autres (12%) se sont exilés pendant plus de 21 ans. Il s'agit en général de séjours entrecoupés de plusieurs retours au village natal, notamment pour des congés. Il convient également d'ajouter qu'il n'a pas été tenu en considération les séjours effectués à Dakar ou/et dans les autres villes africaines. En effet des migrants ont sillonné l'Afrique de l'Ouest, du centre dans tous les sens avant de se rendre en France, ou vice-versa. Quoiqu'il en soit, pour ce qui est strictement de la durée moyenne de séjour (environ 12 ans), le volant est suffisamment large pour nous autoriser à déduire que le transfert technologique ou la formation a pu s'opérer. Dans la réalité, quelles sont les nouvelles aptitudes de la main-d'oeuvre africaine noire qui a travaillé dans des entreprises françaises depuis plus de 10 ans ?

II. - EVALUATION DE L'ACQUIS TECHNOLOGIQUE

Il est utile de faire remarquer que sur un total de 41 enquêtés, notre échantillon ne compte en réalité que 20 cas de retour définitif. Dans certaines localités, hormis les anciens marins retraités, il n'y a aucun émigré rentré pour de bon. Seuls se pavanaient dans les dédales du village quelques jeunes adultes, des vacanciers (congé) avec qui la mission s'est entretenue sur leur intention réelle de retour, mais aussi sur le niveau de formation

Pour ce qui concerne le chapitre du retour, il n'y a pas beaucoup d'illusion à se faire, semble - t - il. S'ils sont unanimes à décrier les mauvaises conditions qui leur sont faites en France ils ne réagissent pas tous de la même manière : ainsi si d'aucuns pensent que la dégradation de la situation est irréversible et qu'il est souhaitable d'envisager le retour dans les meilleurs délais, d'autres estiment que revenir tremper dans la misère du sahel, de la vallée, sans espoir d'assurer la survie de la famille, c'est un suicide - Les tenants de cette hypothèse qui n'ont pas en réalité de problème majeur de séjour, trouvent qu'il est plus sécurisant de demeurer encore en France jusqu'à la retraite et bénéficier alors de la pension. Donc ils sont partis pour la durée de leur vie active légale (1). Ils sont confortés dans leur position par les parents et surtout les épouses qui estiment que "l'émigration est nécessaire" : les revenus assurant les moyens d'existence de foyers, on remplace difficilement ces avantages.

Dans le cadre de son programme pour l'initiative paysanne, en particulier pour l'auto-développement de la communauté soninké du Goye, Diabé SOW, un leader, qui a émergé dans les années 70, aurait fait la tournée des foyers et garnis. Pour lui il ne s'agit pas de convaincre les jeunes émigrés à venir gagner de l'argent dans la vallée, mais on peut au moins les inviter à venir assurer la

(1) - Dans le débat télévisé du dimanche 27 oct. 1985 de la télévision Française rapporté par le quotidien sénégalais : le soleil n° 4646 du 29 Oct. 1985, ISSN 0850-0703, le 1er Ministre Français L. FABIUS et le Maire de Paris CHIRAC "ont reconnu les mêmes droits et les mêmes devoirs que les Français aux salariés régulièrement installés en France".

survie de leur famille, les vivres de soudure étant insuffisants, ce d'autant plus qu'ils sont nombreux ces chômeurs qui se prélassent, vivant pendant 2 à 3 ans à la charge de compatriotes qui ont gardé leur emploi. En effet "jusqu'en 1974, le maximum de temps mis pour trouver du travail était de 6 mois. Ce délai n'a cessé de croître depuis cette date. L'effet de la crise se fait sentir au niveau des embauches et le chômage commence à croître parmi la population active française et plus encore parmi les immigrés" (1). Aussi, malgré l'arrêt total officiel de l'immigration en France en 1981, des migrants de la vallée du fleuve Sénégal continuent de rentrer en France ; par contre, d'autres ont pris le parti de revenir au bercaïl : ils sont quelque 5 à 10 à Tiyabou, 20 à Aroundou, etc... On compte également beaucoup d'expulsés (2). Parmi ceux-ci, certains estiment qu'ils ne trouveraient plus de raison de se reexpatrier si les conditions climatiques revenaient à la normale ; cependant les irréductibles trouvent que les conditions de la vallée ne leur offrent encore qu'une vie misérable et que l'espoir est ailleurs. Ce sentiment s'est renforcé chez ceux qui, jadis "volontaires du Retour", ont suivi en 1977 une formation - retour à NIMES avant de regagner le Sénégal, se pâmant de joie à l'idée des promesses de réinsertion qui leur ont été faites ; ils seront vite désabusés, peu ou rien n'a été fait dans ce sens ! Beaucoup d'entre eux sont retournés en France ou se sont installés hors de la vallée, dans les centres urbains du Sénégal - encore que 7 stagiaires, déjà sceptiques depuis la France, à la suite des entretiens "nébuleux" qu'ils ont eu avec une délégation du gouvernement sénégalais (Ministère de la Promotion Humaine), ont refusé de rentrer.

Ce qui précède donne plus d'intérêt à l'étude des cas de retour définitif : Qui sont-ils ? des téméraires ? des nostalgiques ? des nantis ? Pourquoi sont-ils revenus ? A cette dernière question l'enquête a donné les raisons suivantes :

(1) Julien CONDE (Paris 1983) : Les migrations internationales Sud Nord. P.120

(2) Dans le débat télévisé (R.T.F.) de Dimanche 27 oct. 1985, op. cité, le Maire de Paris, CHIRAC, qui avait en face de lui le 1er Ministre FABIUS, recommande "Une politique humaine mais ferme de retour pour ceux qui ont perdu leur emploi". Les deux politiciens sont d'accord sur ce point.

Statut professionnel en France des 19 enquêtés

Revenus définitivement

Noms et Prénoms	Age	Niveau d'ins- truction	Durée de sé- jour en France	≠ Métiers	Formation-Etudes Oui/Non
Abd. Hadiya SALL	47	0	11 ans	OS Industrie textile	Non
Bocar NDongo	48	0	14 "	"	"
Samba DIALLO	45	2ans alphabétisa.	7 "	"	"
Amadou Guéladjo DIALLO	50	0	11 "	Cuisinier	"
Mamadou BA	38	CM2	11 "	OS->OQ Industrie Auto	Oui
Arona Moussa DIATTA	45	0	10 "	OS->APF Indus. Auto	Non
Samba BA	54	0	16 "	OS, Emballage OS, Machine chauffe OS, Industrie Auto Manutentionnaire	Non
Demba CAMARA	65	0	16 "	Cuisinier	Non
Bilin COULIBALY	56	0	19 "	OS indus. aliment. Manutention	Non
Babaf SANKHARE	58	0	10 "	Trefilerie	Non
Hamady Boke	42	0	12 "	Garçon de restaurant	Non
Gadiari NDIAYE	45	CM2	15 "	OS -> OQ Manutention (SNCF) Aide monteur en chauff Monteur tuyauteur Tuyauteur	Oui
Mountaga NDIAYE	45	0	17 "	OS Industrie Auto	Non
El Hadj NDIAYE	31	CM2	9 "	OS Indus. de cuir OS Indus auto garçon de restaurant	Non
Sidi SANHO	66	0	30 "	Marine marchande	Non
Abdou SAKHO	68	0	4 "	OS Manutention	NON
Mory SAKHO	40	0	20 "	OS Soudeur-chauffeur	Oui
Diama SAKHO	63	0	20 "	Navigateur	Non
M. BATHILY	39	CM2	9 "	Garçon d'hotel OS Auto	Oui

Cinq sont des volontaires pour le Retour

Quatre sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite

Trois ont eu des problèmes de santé (handicapé physique ou tuberculose)

Cinq ne sont pas en règle devant la législation française en matière de droits de séjour

Deux plongés dans le chômage technique, à la suite de la fermeture de l'entreprise où ils travaillaient, sont revenus.

Le niveau d'instruction de ces émigrés est généralement faible. Des 41 enquêtés, seuls 11 avaient le niveau du CM2, quelques rares sont titulaires du CEPC, au moment de la première émigration et ce sont parmi eux qu'on recense ceux qui ont suivi une formation professionnelle conséquente. Certes, pour franchir la barrière de la communication, beaucoup d'émigrés se sont inscrits pour 2 à 5 ans dans les cours d'alphabétisation des foyers - tout juste suffisant pour baragouiner. En outre, ils sont tous, soit ouvriers spécialisés ou au plus OQ : manutentionnaires, ouvriers dans l'industrie de l'automobile ou dans le textile, ou encore tout simplement domestiques, garçons d'hôtel, de café et de restaurant. Le transfert technologique est alors presque insignifiant. Le tableau ci-dessus est une bonne illustration.

Il ressort de ce tableau qu'il y a une corrélation évidente entre le niveau d'instruction et les chances de suivre un stage professionnel solide. Ainsi seuls trois des interlocuteurs, qui ont le niveau du CM2, ont suivi un stage. Deux d'entre eux, en l'occurrence Mamadou Bathily et Gadiary NDIAYE ont un statut professionnel évolué, passant d'ouvriers spécialisés à ouvriers qualifiés. Avec Mamadou BATHILY, ils constituent 3 cas intéressants que nous allons présenter ci-après.

1er cas : l'expérience de Mamadou BATHILY

Absent pendant 9 ans, il est rentré pour créer un casier irrigué, connu dans le dossier SAED sous l'étiquette "Périmètre d'Aroundou-Emigré".

Il fait partie de cette promotion qui en 1977 a suivi un stage pour le retour. Admis au centre de formation Agriculture et Elevage de Nîmes,

il était donc pris en charge par la Caisse Centrale de Coopération Française et le Gouvernement du Sénégal, la contre-partie de notre pays étant d'assurer l'insertion du stagiaire à son retour.

Puisque ses revenus d'Emigration lui ont permis de construire en dur, il s'est décidé à rentrer à Aroundou et de s'adonner à l'agriculture, c'est ce qui explique son choix de cette branche de formation. Il entendait s'orienter vers l'Agriculture moderne rentable, telle qu'on en voit dans la campagne française.

A cet égard, à Nîmes, il a appris les techniques de labour, l'assolement, le greffage, la chimie du sol, l'utilisation des engrais, les techniques de lutte contre la maladie, la conduite de tracteur, etc...

Quatre enseignants ont assuré la formation dans l'exploitation agricole, l'élevage, l'horticulture, la gestion d'entreprise.

Un machiniste agricole l'a initié aux rudiments de la mécanique, pour réparer certaines pannes : problème de prise d'air, filtre, cartouche, piston. A partir du 5e mois de stage, en plus des cours théoriques, il a visité les fermes françaises, suivant de plus près des paysans-pilotes.

Il était ainsi formé pour tenir de façon autonome une ferme, mieux de gérer une entreprise agricole. Il était alors fortement question que l'Etat Sénégalais lui procure un crédit agricole, par l'intermédiaire de la BNDS. Finalement son encadrement ne sera assuré que par la SAED :

Son exploitation est passé en 5 ans de 0,25 ha à environ 11 ha, mais depuis bientôt 3 ans la mise en valeur est faite en association avec 10 autres familles.

La Société d'encadrement a fourni deux moto-pompes, d'abord une de 7 chevaux, ensuite une de 25 chevaux.

Le choix cultural a porté sur : maïs, gombo, mil, banane ; mais non seulement les récoltes ont été faibles mais encore l'écoulement a été difficile. L'arrière-pays de Bakel souffre de problème de commercialisation. L'hinterland polarisé depuis Dakar et Nouakchott, et pas encore suffisamment organisé par la SAED, n'a pas un réseau de commercialisation. Devant ces nombreuses difficultés, il a été tenté de reprendre le chemin de l'exil ; mais, admet-il, je suis gracieusement soutenu par la SAED qui non seulement a aménagé le casier mais encore a fourni l'équipement. Néanmoins le revenu brut ne permet pas leur amortissement. Et à juste titre Bathily craint pour l'avenir ; il s'en explique dans le scénario suivant : "si, par exemple, la motopompe était immobilisée par une panne dont la réparation exigerait 500.000 F, je risquerais d'aller en chômage, à moins que la SAED ne me tirât d'ennui ; Or je ne souhaite pas dépendre toute ma vie de la Société d'encadrement".

Il pense que le salut est dans l'amélioration des conditions du marché par la création d'un réseau de commercialisation fonctionnel ou par la négociation de contrats passés avec la SAED.

Voici donc un cas de petite entreprise agricole, dont l'exploitant a reçu une formation relativement complète. La disponibilité de crédit agricole et l'organisation d'un circuit de commercialisation auraient facilité la réalisation du projet, hélas ! Malgré la bonne volonté, ce promoteur est obligé de se convaincre de la difficulté des conditions.

Ce cas est intéressant dans ce sens qu'il permet d'entrevoir les possibilités et les contraintes liées au projet d'entreprise agricole paysanne privée ; en plus il rappelle l'expérience dans le haut bassin, en terres maliennes, de ces villages, comme Diagandape, où les Emigrés, après avoir suivi un stage en France, ont lancé des opérations "Agriculture-Elevage".

Des opérations de ce genre tentent de plus en plus les Emigrés sénégalais, aussi l'étude d'un projet d'exploitation hydro agricole à DIAWARA par un groupe de jeunes Soninké qui suivent actuellement une formation retour sera le 2^e cas.

2e cas : Projet d'une exploitation hydro agricole à DIAWARA

Pour des raisons de santé, notre interlocuteur a dû interrompre le stage qu'il suivait avec 11 autres de ses compatriotes dont l'objectif est de créer une exploitation collective.

Le stage organisé par le GRD dure 2 ans : il porte sur l'agriculture et l'élevage, les séminaires alternant avec les sorties dans les fermes villageoises.

10 de ces stagiaires ont travaillé dans l'industrie automobile, deux dans le restaurant ; depuis 2 ans ils préparent leur projet en cotisant 12 500 F/Mois/personne. Le conseil de la Communauté Rurale dans lequel leur village est représenté, vient de leur attribuer en Août dernier, un terrain d'environ 30 ha qu'ils ont défriché.

La principale contrainte de ce projet est d'ordre financier ; cependant, il s'agit d'une entreprise qui mérite d'être suivie !

3e cas : L'Expérience de GADIARA NDIAYE

Arrivé en France en 1962, Gadiara a travaillé pendant 4 ans à la SNCF, en qualité d'homme d'équipe. Comme dans l'entreprise le travail était organisé en quart, avec plusieurs équipes assurant le service à tour de rôle, il avait des heures de loisir qu'il meublait en suivant un enseignement technique.

Au terme d'un cycle de 3 ans au Collège de ch. PEGUY à ROUEN, il est titulaire d'un diplôme, en qualité d'ouvrier en chauffage et plomberie.

Alors, de 1965 à 1977, il a réussi à se faire embaucher dans différentes entreprises, en qualité d'Aide-Monteur en chauffage de Monteur-tuyauteur ou de Tuyauteur avec des salaires dont le montant varie de 175 000 FCFA à 300 000 FCFA/mois. Sur suggestions du Consul du Sénégal à Rouen qui lui a fait entrevoir des possibilités de promotion qu'ouvrirait le programme de mise en valeur de l'OMVS, il prépara minutieusement son retour : ainsi, à partir de

la France il acheta un lot d'outils, qui devait constituer un équipement léger très précieux.

Son premier élan l'amena à Moudéri, son village natal, où il investit un capital de 600 000 FCFA et s'installa. Un an plus tard, il dut se rendre à l'évidence, le marché du village était réduit et que, comme le Consul n'avait pas manqué de le souligner, Bakel, compte tenu de sa situation relative à la perspective de l'après-barrage, offrait un cadre meilleur. Donc, c'est dans ce "futur grand centre économique" qu'il transféra son équipement et ouvrit une menuiserie métallique : il fabrique des lits, des chaises, des portes en fer et fait aussi du bricolage. Il est assisté de 6 apprentis dont il assure la formation, en contrepartie.

Il ne tient pas de comptabilité et ne connaît pas, par conséquent, son chiffre d'affaires. Pourtant il s'en tire bien en couvrant les besoins de la famille ; en outre, fait très important, il a réussi à remplacer progressivement le matériel importé de France, et qui, entre temps, était en état d'usage. Le problème d'amortissement ne s'est pas posé

Il gère son entreprise avec une totale indépendance : il n'a pas été encadré par la SONEPI, encore moins par le GOPEC, structures qu'il ne connaît pas. Il n'a jamais soumissionné à un appel d'offres ; ses commandes lui viennent encore de la petite clientèle. Nonobstant, nous sommes d'avis que Gadiari est l'un de ces émigrés à qui le séjour en France a profité : il a pu entreprendre le retour et l'insertion sans beaucoup de peine.

Samba KONATE, titulaire du CEPC, plus deux ans de "cours du soir" en France, présente apparemment le même profil. Puisque, bien que "OS régleur machine" : il s'est inscrit dans l'enseignement technique et il a obtenu le diplôme du CAP en mécanique générale. Il poursuit ses efforts, en préparant l'examen du BEP dans la même discipline. Cependant, il n'est pas encore rentré définitivement ; il serait prêt à le faire, dit-il, s'il était assuré de trouver des conditions favorables à la création d'une entreprise : crédit, marché, etc....

Malheureusement, des ouvriers de ce niveau de formation sont une denrée rare, la majorité des OS n'ayant reçu qu'une formation sommaire, un stage de perfectionnement voire quelques heures d'apprentissage à l'Usine. Pourtant ces derniers ne manquent pas d'ambitions, mais ils estiment que leur présence à l'étranger se justifie avant tout par le besoin impérieux de faire de l'argent frais afin de venir en aide aux parents restés au pays natal, dans des conditions difficiles. Cette recherche effrénée des moyens de vivre est difficilement conciliable avec l'enseignement qui a des exigences d'horaires ; ils n'arrivent même pas à être assidus au cours du soir, parcequ'ils rentrent du travail exténués recrues de fatigue. Néanmoins dans la perspective de la formation-Retour, ils souhaitent de la part de l'Etat des orientations, des informations précises sur le ou les profils des agents dont on aura le plus besoin !

III. - LA PERTINENCE D'UN DISPOSITIF DE PME DANS LA VALLE

Valoriser l'expérience des Emigrés revêt un double aspect :

l'appel aux technologies occidentales

la recherche pragmatique de l'efficacité en matière économique

Pour éviter d'effleurer le problème, en se lançant dans des théories générales, il est laissé aux intéressés le soin de dégager eux mêmes les perspectives d'avenir et les contraintes.

A l'évidence, il semble que l'insertion des "Revenus de France" passe inévitablement par un effort de formation professionnelle, notamment quand il s'agira de promouvoir des entreprises privées. D'ailleurs ils sont les premiers persuadés de la nécessité ; il n'est que de les écouter :

" Du Sénégal, nous sommes partis paysans, en France nous avons commencé, le balai à la main, avant de manipuler la machine. Travailleurs à la chaîne nous ne maîtrisons que la seule opération pour laquelle nous sommes embauchés, et dont l'apprentissage n'a duré en général qu'une semaine. Nous avons appris des métiers dont l'utilité dans notre Société n'est pas évidente... Ainsi, aussitôt, rentrés, les rangeons nous aux oubliettes pour retourner à l'agriculture".

C'est pourquoi l'alternative est simple :

Soit ils sont réemployés dans les mêmes structures de production qu'en France, autrement dit le travail à la machine dans une usine de montage, comme la construction de tracteurs ; alors il n'y a pas de grandes difficultés.

Soit il s'agit de les aider à monter leurs propres ateliers, des PME ; dans ce cas, certes ils n'auront pas non plus de difficultés pour ce qui concerne l'exécution de certaines tâches techniques ; mais la principale contrainte concerne la comptabilité, la gestion dont ils n'ont qu'une connaissance sommaire.

Soit encore le projet se rapporte à la mise en valeur agricole ; alors ils ne souhaitent qu'une formation supplémentaire dans la gestion et un apprentissage de la mécanique agricole.

En réalité, ils sont tous convaincus de l'intérêt de la formation grâce à un enseignement général pour ceux d'entre eux qui ont le niveau du CM2 ou à des stages de perfectionnement ou d'apprentissage. A cet égard ils souhaitent, dans le cadre d'une politique précise d'insertion des Emigrés que le gouvernement sénégalais définisse les besoins en agents de développement, en insistant sur les profils. Ceci devrait les aider à choisir, en conséquence, les filières de formation adaptées. A ce propos il est regrettable que des structures, qui joueraient le même rôle que le consul auprès de Gadiari NDIAYE, ne soient pas créées. Il est plus que jamais nécessaire de mettre en place cette courroie de transmission : les consuls, les ONG, les services publics, les syndicats, les leaders des communautés villageoises sont tout à fait indiqués. Dans ce sens, Diabé SOW avait obtenu de la D.G. de Matforce d'accueillir dans ses ateliers de Dakar 5 jeunes Soninké désignés par les assemblées respectives de différents villages de la Confédération Soninké du Goye. L'idée était de les préparer à une carrière de mécanicien agricole sachant au moins assurer l'entretien et réparer les pannes les moins sévères sur un tracteur ou une moto-pompe. Il y eut des réticences ; seul le fils de SOW fera le voyage. Aussitôt rentré de stage il s'occupe à Koungani de la gestion du matériel du périmètre, composé de 2 tracteurs, de moto pompes, d'instruments aratoires etc...

Les fonctions de ce jeune mécanicien, au service de la collectivité, nous rappelle, à bien des égards, l'expérience que la SAED a commencé dans le périmètre de Ndombo-Thiago sur les rives du Lac de Guiers. Pendant quatre ans, comme prévu dans le protocole d'accord, un mécanicien-chef de la SAED et ses auxiliaires, détachés respectivement dans 2 villages principaux, assurent l'entretien d'un lot de matériel assez important et dont les pièces maitresses sont ci-après :

- 12 Motopompes
- 12 Tracteurs
- 11 Fraises rotatives
- 11 Charrues bi-soc
- 11 Billonneuses
- 11 Remorques agraires
- 3 Voitures

Dans le cadre de l'exécution du contrat-plan qui engage la Société à donner plus d'initiative aux paysans, notamment à travers une co-gestion, voire une auto-gestion, il est question de confier la direction de cet atelier à un mécanicien privé, à qui on faciliterait les conditions d'installations. Alors, à l'avenir les paysans s'adresseront à ce chef d'atelier autonome dont ils auront à payer les prestations de service.

Cette expérience n'est pas isolée : il n'échappe à personne que la volonté de la SAED est de faire du casier moyen, inspiré des CUMA/OMVS/FAO, un modèle reproductible dans l'ensemble de la Vallée du Sénégal ; il s'agit d'une opération de motorisation, mais surtout de l'utilisation du matériel agricole par les paysans eux-mêmes. Il est logique de prévoir une avalanche de machines dont il faudra assurer le service après-vente. Assurément une belle expérience dont les résultats intéresseront beaucoup les décideurs : à tous les périmètres, conçus dans le modèle des CUMA ou de Ndombo-Thiago, correspondent autant d'ateliers mécaniques, voire des PME.

Cependant il convient de définir la notion de Petite et Moyenne Entreprises (PME). Car même parmi les techniciens, encadreurs de nos artisans, le consensus n'est pas établi pour ce qui concerne la signification de ces petites unités de production. Beaucoup de questions restent encore en suspens ; elles sont relatives, entre autres inquiétudes, au statut, à la taille de l'entreprise, à l'importance du personnel, au capital, au chiffre d'affaires, à la nature des activités, notamment dans leur diversité, aux rapports avec l'Etat, etc... Par conséquent, une analyse pointue de ces aspects est nécessaire ; l'expérience de la SONEPI, peut être utile.

Enfin, pour ce qui concerne le "recyclage du Revenu d'Emigration" dans les projets de PME, on ne peut pas pour le moment se prononcer de façon précise. Cependant, si la tendance générale est d'abord de couvrir les besoins vitaux des parents laissés au village, ensuite d'investir le reliquat dans l'investissement immobilier à Dakar, on peut toutefois signaler ces émigrés dont le souci consiste à acheter des outils de travail. Ainsi, comme Gadiari NDIAYE, certains ont essayé d'introduire du matériel acheté au Portugal, en Espagne, en Yougoslavie, en France, etc..., on cite les noms de quelques ressortissants des villages de Hounaré, de Dioudé ; ces derniers ont eu des démêlés avec la douane qui ont eu un large écho dans la vallée, dissuadant alors les plus irréductibles. C'est une situation que regrettent les Emigrés ; ils demandent les mêmes avantages que le gouvernement algérien aurait accordés à ses ressortissants expatriés et qui, en rentrant auraient bénéficié de la franchise douanière sur les biens d'équipement.

CONCLUSIONS

En somme , "créer son entreprise" est possible mais des efforts sont encore nécessaires ; ils peuvent être importants. Mais il y a une option à prendre, une volonté politique qui devra se traduire par un programme rigoureusement planifié et vulgarisé en thèmes clairs. La sensibilisation des émigrés est indispensable : elle s'adressera à des analphabètes, des sous-informés, des frustrés, des sceptiques qui exigeront avant tout des résultats "des garanties" aiment-il dire ! Evidemment le rôle du gouvernement français ne sera pas négligeable !

Une note d'espoir terminera ce tableau ; elle vient des enseignements qu'il convient de tirer de l'expérience chinoise sur l'organisation de la petite industrie rurale. Celle-ci, regroupant plusieurs unités, est complémentaire des grandes entreprises urbaines ; elles fabriquent le petit matériel, les pièces de rechanges, etc... L'auto suffisance de la vallée du Sénégal passe par là : l'indépendance relative par rapport aux multinationales commence par la capacité d'assurer le service après-vente, en attendant de maîtriser toute la chaîne de construction, depuis le brevet d'invention jusqu'à la dernière tour de vis dans la carrosserie du matériel agricole.